

Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement  
Ministère de la santé et des solidarités

Direction Générale de l'Action  
Sociale  
Sous-direction des politiques d'insertion  
et de lutte contre les  
exclusions

Personnes chargées du  
dossier :

Micheline GUSTIN

tél. : 01 40 56 63 44

fax : 01 40 56 87 23

mél : [micheline.gustin@sante.gouv.fr](mailto:micheline.gustin@sante.gouv.fr)

Marie-Hélène DÉCHAUX

tél. : 01 40 56 86 02

fax : 01 40 56 87 23

mél. : [marie-helene.dechaux@sante.gouv.fr](mailto:marie-helene.dechaux@sante.gouv.fr)

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale  
et du logement

Le ministre de la santé et des solidarités

à

Messieurs les préfets de région,  
Directions régionales des affaires sanitaires et  
sociales  
(pour information)

Messieurs les préfets de département  
Directions départementales des affaires sanitaires  
et sociales  
(pour exécution)

CIRCULAIRE N°DGAS/PILE/PIA/2007/125 du 3 avril 2007 relative à la mise en place des commissions départementales de la cohésion sociale.

Date d'application : immédiate

NOR : SANA0730319C

Classement thématique : exclusion

**Résumé** : L'ordonnance n°2004-637 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 a simplifié la composition et réduit le nombre des commissions administratives. Des commissions départementales de la cohésion sociale sont créées dans ce cadre. Au service des préfets de département, elles sont l'outil de pilotage stratégique des politiques publiques de la cohésion sociale et constituent un levier du partenariat avec les acteurs locaux, dont les collectivités territoriales. En arrêtant un plan d'action qui sera assorti d'objectifs et d'indicateurs de suivi, elles permettront la définition et la mise en œuvre d'une stratégie territoriale de cohésion sociale.

**Mots-clés** : Cohésion sociale ; Pilotage stratégique de l'inclusion sociale ; Rôle de l'Etat ;

## Collectivités territoriales

### Références juridiques :

- Ordonnance n° 2004-637 du 1<sup>er</sup> juillet 2004
- Décret 2006-662 du 7 juin 2006 relatif à la réorganisation, au retrait de magistrats et à la suppression de diverses commissions administratives
- Décret 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives
- Décret 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif.

### Annexes :

Annexe 1 : liste de propositions de thématiques de travail 2007

Annexe2 : fiche d'état d'avancement des travaux 2007 (à renseigner)

Annexe 3: présentation de la méthode ouverte de coordination (MOC)

Annexe 4 : présentation du document de politique transversale (DPT)

L'ordonnance n° 2004-637 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative à la simplification de la composition et au fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre et les trois décrets d'application, ont supprimé les commissions administratives centrales et déconcentrées obsolètes, créé les commissions dites "pivot" et organisé leur fonctionnement pour l'ensemble des ministères. Le Code de l'action sociale et des familles (articles R 145-4, 145-5 et 145-6) reprend les dispositions du décret n° 2006-665 concernant la commission de la cohésion sociale.

La présente circulaire, annoncée par le Premier Ministre lors du Comité Interministériel de Lutte contre l'Exclusion (CILE) du 12 mai 2006, vise à préciser le rôle, les objectifs et la composition de cette commission.

Je vous demande de bien vouloir mettre en œuvre ces instructions et mobiliser les différents acteurs concernés.

## I –Un contexte social et un environnement institutionnel complexes

Dans un contexte social qui se caractérise par la transversalité des problèmes et par la forte intrication des processus générateurs d'exclusion (difficultés d'accès et de retour à l'emploi, d'accès au logement et à la santé, discriminations, fragilités accrues des familles et des liens sociaux etc...), la mise en œuvre d'objectifs en matière de cohésion sociale nécessite le renforcement de la mobilisation et de la coopération de tous les acteurs.

Dans un paysage institutionnel modifié par la décentralisation, l'Etat conserve un rôle d'impulsion, de veille sur l'évolution des phénomènes sociaux, de garant de l'accès effectif aux droits fondamentaux, de l'égalité de traitement et de la protection des personnes, d'évaluation de la mise en œuvre des politiques nationales et de mise en cohérence avec la politique européenne d'inclusion sociale.

Le département, quant à lui, assure le rôle de chef de file de l'action sociale. A ce titre, il est chargé de mettre en œuvre cette politique publique, en tenant compte des compétences confiées par la loi à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux organismes de sécurité sociale, et de définir les moyens d'une coordination efficace et renouvelée avec les différents acteurs concernés, publics ou privés, au plan local.

## **II – Une mobilisation et une coopération de tous les acteurs à renforcer**

L'État doit se mettre en capacité de mieux associer les collectivités à l'élaboration des politiques qui les concernent, tout en veillant à laisser aux autorités locales le maximum de marges de manœuvre pour traduire les objectifs généraux en fonction de leurs réalités locales et pour formuler leurs propres stratégies d'action en relation avec leurs objectifs en matière de développement économique et social local.

La création des commissions départementales de la cohésion sociale contribue à répondre à ces objectifs. Au service des préfets de département, elles constituent un maillon essentiel dans la chaîne d'une nouvelle gouvernance des politiques de l'Etat dans le domaine de la cohésion sociale, concept qui repose sur la transparence, l'implication des parties prenantes dans l'élaboration de diagnostics, l'expérimentation, la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques, pour un meilleur partage des enjeux.

Les délégations inter-services ou les pôles de compétence éventuellement constitués sur les politiques de cohésion sociale, particulièrement adaptés au pilotage interministériel d'une politique publique, tant dans sa dimension stratégique que budgétaire, pourront s'appuyer sur ces commissions pour la consultation et l'implication des partenaires, en s'inspirant de la méthode ouverte de coordination (MOC) appliquée dans le cadre de la stratégie européenne d'inclusion sociale (Cf. annexe 3: présentation de la MOC).

## **III – Une composition partenariale et participative**

L'enjeu consistant à rechercher une meilleure synergie de l'ensemble des acteurs au niveau départemental, dans un partenariat rénové qui doit permettre d'améliorer la connaissance partagée et l'expertise sur l'évolution des phénomènes et des besoins sociaux, de veiller à la cohérence et à l'efficacité des dispositifs de cohésion sociale dans les territoires, la composition de la commission départementale de la cohésion sociale reflétera cette volonté.

Le contexte local et les priorités dans le département au regard de la cohésion sociale vous permettront d'ajuster la composition de cette commission, qui comportera :

- des représentants des services de l'Etat (DDASS, DDTEFP, DDE, préfets délégués pour l'égalité des chances, sous-préfets à la ville, chargées de mission départementales aux droits des femmes et à l'égalité...) ;
- des représentants des organismes sous tutelle concourant à la cohésion sociale (organismes de protection sociale, ANPE, organismes de logements sociaux...) ;
- des représentants des collectivités territoriales (conseil général, communes...) ;
- des représentants des personnes morales de droit public ou privé concourant à la cohésion sociale (partenaires sociaux, associations, CCAS et CIAS, groupements de communes ...) ;
- des représentants des usagers, choisis de sorte à représenter la société dans sa diversité.

Sur ce dernier point, vous agirez avec pragmatisme. L'objectif consiste à recueillir l'avis des personnes bénéficiaires des politiques de cohésion sociale. Il conviendra pour ce faire de se rapprocher des associations qui ont déjà des expériences dans ce domaine et de définir avec elles, les modalités les plus adaptées. La DGAS prévoit de lancer au cours de l'année 2007 un appel à projets destiné à accompagner cette expérimentation, par un consultant spécialisé.

#### **IV – Une commission transversale aux différentes politiques de cohésion sociale**

La commission départementale de la cohésion sociale concourt à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques de cohésion sociale, décidées par l'Etat, relatives à :

- la levée des freins à l'insertion sociale et professionnelle des publics très éloignés de l'emploi : accompagnement social, aide à la mobilité, accès aux modes de garde, lutte contre l'illettrisme, prise en charge de la souffrance psychique... ;
- l'accès effectif aux droits sociaux, aux soins et à la santé (CMU, PRAPS, lits halte soins santé, prise en charge et accompagnement adapté des personnes précaires atteintes de pathologies lourdes...), à l'éducation et à la culture, les actions spécifiques en direction de publics très marginalisés (personnes victimes de la prostitution, sortants de prison, gens du voyage...) ;
- l'accès au logement et à l'hébergement : mise en œuvre du droit au logement opposable, accès et maintien dans le logement de droit commun ou adapté aux besoins des populations en difficulté, lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne, hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion...;
- l'accueil et l'intégration des personnes immigrées ;
- la politique de la ville : mise en œuvre du volet social des CUCS, mise en place et suivi des équipes de réussite éducative, création et renforcement des « ateliers santé ville »...

Par la nature même des questions traitées par la commission, son champ d'intervention est très large. Aussi, vous veillerez à rechercher des articulations et des synergies entre la commission de la cohésion sociale et d'autres instances et organismes intervenant dans des domaines proches, tout particulièrement la commission départementale de l'emploi et de l'insertion et la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté, ainsi qu'avec les missions de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

#### **V – Une aide à la réflexion stratégique et à la décision**

La commission départementale de la cohésion sociale assiste le Préfet de département dans les différentes étapes de la gouvernance des politiques de cohésion sociale décidées par l'Etat :

- Elle propose, élabore, assure le suivi et l'évaluation :
  - o elle fait toutes propositions propres à développer des mesures pour lever les obstacles d'ordre social et/ou administratif et financier, à l'accès effectif aux droits fondamentaux, sur l'ensemble de son champ de compétence ;
  - o elle participe à l'élaboration et au suivi des chartes territoriales de cohésion sociale, des différents plans nationaux d'action : plan national d'action pour l'inclusion sociale (PNAI) – plan de cohésion sociale (PCS) – plan d'action renforcé pour les sans abri (PARSA), plan régional de santé publique (PRSP),... et de la déclinaison des mesures des comités interministériels (CILE, CII, CIV) ;
  - o elle favorise la mise en perspective et la complémentarité au niveau départemental des politiques territorialisées (politique de la ville – lutte contre l'exclusion en milieu rural, etc...). A ce titre, la commission est consultée sur les programmes d'intervention en faveur des quartiers en difficulté via les contrats urbains de cohésion sociale ;
  - o elle assure, dans le cadre d'une observation partagée, une fonction de veille sur l'évolution des phénomènes sociaux (utilisation notamment de la banque de données sociales localisées (BDSL)) et participe à l'évaluation des

politiques de cohésion sociale, en intégrant l'expression et la participation des personnes en difficulté ;

- Elle émet des avis :
  - o elle émet un avis sur les orientations stratégiques des différents documents de planification élaborés sur ce champ avant leur mise en perspective dans le cadre des plans d'action stratégique de l'Etat dans le département et la région (PASED et PASER) ;
  - o elle émet un avis sur le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) ;
- Elle impulse, organise :
  - o elle impulse des projets de développement social local dans le cadre de projets de développement durable ;
  - o elle concourt à la préparation des rencontres territoriales précédant la conférence nationale de prévention et de lutte contre l'exclusion.

## **VI – Un programme d'action annuel et une diffusion des bonnes pratiques**

Pour mener à bien ces missions, vous vous attacherez à définir annuellement un programme d'action. Réaliste, il s'articulera autour de quelques thématiques structurantes (2 ou 3), plus particulièrement pertinentes pour votre département. A titre d'indication, vous trouverez en annexe une liste de thématiques jugées pertinentes au niveau national.

Ce programme assortira chaque action d'objectifs, d'indicateurs de suivi, et de données sur l'effort financier consenti. Ainsi, à l'image des BOP au niveau régional et du document de politique transversale (DPT ; cf. annexe 4: présentation du DPT Inclusion sociale) au niveau central, ce programme vous permettra un pilotage de la lutte pour l'inclusion sociale adapté au territoire. Par ailleurs cet outil rendra visible la mobilisation et l'effort financier de l'ensemble des composantes de l'Etat au niveau local autour de quelques axes prioritaires.

Les travaux de la commission départementale de la cohésion sociale feront l'objet d'une note annuelle à la DGAS chargée de la coordination (sous-direction PILE) et pour information à la DGUHC, à la DPM et à la DIV. Une présentation synthétique des travaux des commissions départementales de la cohésion sociale sera communiquée au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) et les actions locales qui mériteront d'être mises en évidence feront l'objet d'une information sur le site intranet/internet du ministère. Elles seront portées à la connaissance de l'ensemble des préfets qui pourront s'en inspirer.

Des crédits d'ingénierie ont été inscrits en loi de finances initiale pour 2007 au programme 177 « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » pour accompagner la mise en place des commissions départementales de la cohésion sociale. Ils sont réservés dans le BOP central et peuvent, le cas échéant, être mobilisés sur une base de 3.000 € TTC par département, en moyenne. Vous voudrez bien transmettre les demandes argumentées par les responsables de BOP au responsable du programme (sous-direction PILE, Bureau PIA, [marie-helene.dechaux@sante.gouv.fr](mailto:marie-helene.dechaux@sante.gouv.fr)), le 15 juin 2007 au plus tard.

Un premier point de l'état d'avancement de la mise en place des commissions départementales de la cohésion sociale sera fait en juin 2007. En conséquence, vous voudrez bien faire parvenir au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (DGAS, sous-direction PILE, Bureau PIA, [marie-helene.dechaux@sante.gouv.fr](mailto:marie-helene.dechaux@sante.gouv.fr)) le 15 juin 2007 au plus tard la fiche, renseignée, figurant en annexe.

Vous veillerez à tenir la DGAS informée des difficultés éventuelles rencontrées dans la mise en œuvre de ces instructions. Madame GUSTIN ([micheline.gustin@sante.gouv.fr](mailto:micheline.gustin@sante.gouv.fr)) et Madame DECHAUX ([marie-helene.dechaux@sante.gouv.fr](mailto:marie-helene.dechaux@sante.gouv.fr)) sont prêtes à vous apporter tout le soutien que vous pourriez solliciter.

Le Ministre de l'Emploi,  
de la Cohésion Sociale  
et du Logement

*signé*

Jean-Louis BORLOO

Le Ministre de la santé  
et des solidarités

*signé*

Philippe BAS

## **ANNEXE 1**

### **PROPOSITIONS - THEMATIQUES DE TRAVAIL- 2007**

Cette annexe reprend certains domaines couverts par la commission en les explicitant :

#### **1. la levée des freins à l'insertion sociale et professionnelle des publics très éloignés de l'emploi :**

- ❖ accompagnement social et insertion...
- ❖ accès et maintien dans le logement...
- ❖ aide à la mobilité...
- ❖ garde d'enfants...
- ❖ lutte contre l'illettrisme...
- ❖ prise en charge du mal être et de la souffrance psychique

#### **2. l'accès aux droits :**

- ❖ accès effectif aux droits sociaux :
  - amélioration de l'accueil du public en difficulté,
    - amélioration des procédures de travail entre les partenaires accueillant des publics en situation précaire...
- ❖ accès aux soins et à la santé:
  - accès aux soins et à la santé des bénéficiaires de la CMU et de l'AME ,
  - inégalités sociales et territoriales de santé,
  - santé des enfants et des jeunes dans les quartiers de la politique de la ville...
- ❖ éducation et accès à la culture :
  - lutte contre l'illettrisme,
  - actions péri-scolaires,
  - accès des jeunes aux loisirs, aux vacances et au sport,
  - accès des populations des quartiers en difficulté à la pratique culturelle et aux loisirs...
- ❖ actions spécifiques en direction de publics très marginalisés :
  - actions de prévention en faveur des personnes victimes de la prostitution,
  - insertion des sortants de prison,
  - actions d'éducation auprès des enfants des gens du voyage,
  - sédentarisation des gens du voyage (terrains familiaux, alternatives de logement) ...

#### **3. le logement et l'hébergement :**

- ❖ mise en œuvre du droit au logement opposable,
- ❖ accès et maintien dans le logement de droit commun ou adapté aux besoins des populations en difficulté,
- ❖ lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne,
- ❖ hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion...

#### **4. l'accueil et l'intégration des personnes immigrées :**

- ❖ apprentissage de la langue, accès à l'emploi, au logement, à l'éducation, prévention des discriminations ...

#### **5. la politique de la ville :**

- ❖ mise en place et suivi des équipes de réussite éducative,
- ❖ création et renforcement d'Ateliers Santé Ville
- ❖ volet social des contrats urbains de cohésion sociale....



## **ANNEXE 2**

### **MISE EN PLACE DE LA COMMISSION : ETAT DES LIEUX Année 2007**

#### **I- Mise en place de la commission**

1. Date de mise en place de la commission
2. Composition
3. Modalités de travail retenues (séances plénières, séances restreintes, fréquence des réunions)
4. Modalités de choix des représentants des usagers
5. Difficultés rencontrées

#### **II- Programme de travail**

6. Thématiques prioritaires pour 2007 (2 ou 3)
7. Calendrier des travaux

## **ANNEXE 3**

### **LA STRATEGIE EUROPEENNE POUR L'INCLUSION SOCIALE : LA METHODE OUVERTE DE COORDINATION (MOC) INCLUSION SOCIALE**

L'Union européenne s'est engagée à moderniser son modèle social, sur la base des valeurs communes que sont la justice sociale et la participation active de tous les citoyens à la vie économique et sociale. Les politiques menées visent à promouvoir la cohésion sociale, l'égalité des chances et la solidarité entre les générations, tout en répondant mieux au changement économique et social et en favorisant la croissance et l'emploi. Le Conseil européen de Lisbonne a décidé, en mars 2000, d'une stratégie, dénommée « stratégie de Lisbonne » qui vise à faire de l'Union européenne l'espace de connaissance et de compétitivité le plus puissant au monde. Elle repose sur trois piliers : économique, social et environnemental.

Longtemps réduite à la lutte contre la pauvreté monétaire ou fondue dans la protection sociale et la politique de l'emploi, l'inclusion sociale est à partir de 2000 traitée comme une politique à part entière aussi bien au niveau national que communautaire. En effet, le processus d'inclusion apporte une valeur ajoutée en montrant clairement que la pauvreté et l'exclusion comportent de multiples aspects et que, en conséquence, une action complète et concertée s'impose. Il favorise aussi la bonne gouvernance, l'ouverture et la participation des acteurs.

Toutefois, l'Union européenne ne disposant pas de compétence propre dans le domaine de l'inclusion sociale, il a été décidé de la mise en place d'une démarche concertée entre les Etats membres et entre la Commission et les Etats membres : la Méthode Ouverte de Coordination (MOC). Plus décentralisée, plus intergouvernementale, la MOC est un processus volontaire que tous les Etats membres de l'Union européenne se sont engagés à appliquer, qui se fonde sur la définition commune d'objectifs et d'instruments de mesures, ainsi que sur la comparaison des performances entre Etats et échange de bonnes pratiques (le "benchmarking").

Appliquée à l'inclusion sociale, la MOC consiste non seulement à adopter des objectifs communs énonçant des buts généraux et partagés, mais aussi à élaborer des plans nationaux d'action pour l'inclusion (PNAI) dans lesquels les États membres exposent la politique qu'ils prévoient de mener pendant une période convenue pour atteindre les objectifs communs, à évaluer ces plans dans des rapports conjoints de la Commission et du Conseil, ainsi qu'à collaborer à la mise au point d'indicateurs destinés à permettre une compréhension et une évaluation mutuelles.

En 2003, la Commission a proposé de « rationaliser » le processus de Lisbonne et de créer une MOC « protection sociale/inclusion sociale » couvrant les questions relatives à l'inclusion sociale, les pensions, les soins de santé et les soins de longue durée. En 2006, de nouveaux objectifs communs généraux ont été retenus pour la MOC rationalisée « protection sociale/inclusion sociale » :

- promouvoir la cohésion sociale et l'égalité des chances pour tous au travers de systèmes de protection sociale et de politiques d'inclusion sociale adéquats, accessibles, financièrement viables, adaptables et efficaces ;
- interagir de manière étroite avec les objectifs de Lisbonne visant au renforcement de la croissance économique et à l'amélioration quantitative et qualitative de l'emploi, ainsi qu'avec la stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable ;

- améliorer la gouvernance, la transparence et la participation des parties intéressées à la conception, à l'exécution et au suivi de la politique.

Trois objectifs spécifiques à l'inclusion sociale étaient également retenus :

- assurer l'inclusion sociale active de tous en encourageant la participation au marché du travail et en luttant contre la pauvreté et l'exclusion parmi les personnes et groupes les plus marginalisés ;
- garantir l'accès de tous aux ressources fondamentales, aux droits et aux services sociaux nécessaires pour participer à la société, tout en s'attaquant aux formes extrêmes d'exclusion et en combattant toutes les formes de discrimination qui conduisent à l'exclusion ;
- veiller à ce que les politiques d'inclusion sociale soient bien coordonnées et fassent intervenir tous les échelons des pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs concernés, y compris les personnes en situation de pauvreté, à ce que ces politiques soient efficaces et efficaces, et intégrées dans toutes les politiques publiques concernées, y compris les politiques économiques et budgétaires et les programmes des fonds structurels (notamment le FSE), et à ce qu'elles intègrent la dimension de genre.

En septembre 2006, la France a transmis à la Commission européenne un nouveau Plan national d'action pour la période 2006-2008 (constituant un des trois volets du rapport national de stratégie pour la protection sociale et l'inclusion sociale) qui représente le document de programmation de la politique nationale en matière d'inclusion sociale, autour de quatre grandes priorités :

- favoriser l'accès et le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées : en développant l'offre d'activité et d'emploi, en sécurisant les parcours professionnels pour sortir des logiques d'assistance et faire en sorte que les revenus d'activité soient privilégiés par rapport aux revenus d'assistance, et en luttant contre les freins sociaux et professionnels à l'accès à l'emploi ;
- intervenir pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : en anticipant l'échec et le décrochage scolaire, en facilitant l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et en développant la lutte contre les discriminations et les politiques d'intégration ;
- développer l'offre de logement social et d'hébergement de qualité : en augmentant les constructions de logement social, en permettant un meilleur accès au logement, en prévenant les expulsions, en offrant des formules de logement adaptées à toutes les situations, en fluidifiant les parcours de logement et en consolidant dans la durée des réponses d'hébergement de qualité ;
- améliorer la gouvernance des politiques menées en matière d'inclusion sociale : en renforçant les instruments d'observation, de coordination et d'évaluation et ce notamment par le développement de la prise en compte de l'expertise des populations en situation de pauvreté et par la mobilisation de tous les acteurs, nationaux et locaux.

## **ANNEXE 4**

### **PRÉSENTATION DU DOCUMENT DE POLITIQUE TRANSVERSALE (DPT) INCLUSION SOCIALE**

Dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), le document de politique transversale (DPT) est un outil de pilotage des politiques interministérielles qui vise à fournir une présentation de la performance de politiques mises en œuvre par plusieurs programmes relevant de différents ministères et n'appartenant pas à une même mission. Il est produit en vue du débat budgétaire et est annexé au projet de loi de finances.

Pour chaque DPT, un ministre chef de file est désigné par le Premier ministre. Il a la responsabilité de coordonner les activités de l'État relevant des différents programmes concernés, en vue de favoriser l'obtention de résultats socio-économiques communs. (Il existe onze DPT : Action extérieure de l'Etat, Politique française en matière de développement, Sécurité routière, Sécurité civile, Inclusion sociale, Outre mer, Ville, Aménagement du territoire, Lutte contre le changement climatique, Orientation et insertion professionnelle des jeunes, Prévention de la délinquance)

Le DPT comporte :

- la présentation de la politique transversale,
- la présentation de la stratégie qui a présidé aux choix des objectifs et indicateurs de performance retenus,
- un récapitulatif des objectifs sectoriels concourant à la politique transversale,
- une présentation détaillée de l'effort financier consacré par l'État à la politique transversale.

A l'occasion du CILE 2004, un DPT inclusion sociale a été créé. Il reprend le périmètre ainsi que les axes prioritaires du plan national d'action pour l'inclusion sociale (PNAI) qui présente les lignes directrices de la stratégie nationale en matière d'inclusion sociale.

Le DPT Inclusion sociale 2007 a mis l'accent sur l'accès et le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées ; l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et plus particulièrement ceux qui sont confrontés à des discriminations et à des difficultés d'intégration et ceux qui habitent dans les quartiers sensibles ; le développement de l'offre de logement social et d'hébergement ; la mobilisation de nombreux acteurs dont les personnes en difficulté elles-mêmes.

Il regroupe l'action en matière d'inclusion sociale de 30 programmes (dont ceux de la DGAS, chef de file) et comprend 78 objectifs stratégiques, dont 7 objectifs transversaux conçus spécifiquement pour le DPT. Le choix a été fait de présenter des objectifs stratégiques transversaux propres « non pas à mesurer la performance budgétaire, mais à mieux baliser la mesure de la pertinence et de l'impact des politiques menées », selon les recommandations du Comité interministériel d'audit des programmes (CIAP). En conséquence, des thématiques présentant un enjeu fort pour les politiques publiques d'inclusion sociale et demandant l'effort de plusieurs ministères ont été privilégiées : la réduction de la pauvreté, dont celle des enfants, la promotion de l'insertion des jeunes, l'accès de tous aux savoirs de base, l'amélioration de l'accès à la santé et aux soins, la promotion de la qualité du logement et la promotion du pilotage, de l'évaluation et du partenariat.

Une annexe budgétaire permet d'apprécier l'effort financier en faveur de l'inclusion sociale des programmes partenaires, évalué en 2007 à 33 milliards d'euros. Enfin, l'annexe 3 présente une liste non exhaustive des crédits « hors Etat » : actions financées par l'assurance maladie (dont l'ONDAM médico-social), actions menées en direction des familles qui se heurtent à des difficultés socio-économiques par le réseau des CAF, aide sociale départementale en direction des personnes rencontrant des difficultés sociales.